



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Rapport d'activité des services de l'État en Meuse 2020-2021



Éditorial

La crise aura éprouvé notre résistance et notre résilience. Mes premières pensées vont à ceux qui ont perdu un proche et à ceux qui ont lutté pour soigner, préserver et protéger les plus vulnérables d'entre nous. Elles vont aussi à l'ensemble des agents de l'État qui se sont plus que jamais mobilisés pour assurer les services aux publics. Notre capacité à faire face collectivement a été mise en exergue.

Après une année 2020 marquée par une crise sanitaire aux conséquences humaines, sociales et économiques majeures, l'heure est à la refondation de notre pays et de notre département.

Avec le plan France Relance, dont nous avons fêté le présent anniversaire au début de ce mois de septembre, la crise est le terreau d'opportunités pour la Meuse de demain. Nous avons commencé à relever de grands défis pour rendre notre département plus écologique, plus compétitif et plus solidaire. En sus du soutien traditionnel de l'État, 14 millions d'euros ont déjà été attribués aux collectivités territoriales, aux associations et aux citoyens, en faveur notamment de la cohésion sociale et territoriale et plus de 4 millions d'euros ont été versés pour la compétitivité des entreprises et l'emploi.

Un an après mon arrivée dans le département, je crois plus que jamais à la synergie des forces et des acteurs qui contribuent à rendre la Meuse plus belle, plus forte, plus attractive.

Sans prétendre à l'exhaustivité, le présent rapport d'activité des services de l'État pour l'année 2020/2021 rend fidèlement compte de l'action des femmes et hommes qui œuvrent au service de la population, du territoire et de l'économie.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport.

Pascale TRIMBACH,
Préfète de la Meuse

L'ÉTAT AGIT POUR LA POPULATION

P. 4

- 1- Maintenir l'ordre public
- 2- Garantir la cohésion sociale
- 3- Protéger la santé

L'ÉTAT AGIT POUR LE TERRITOIRE

P. 15

- 1- Accélérer la transition écologique
- 2- Valoriser le patrimoine
- 3- Aménager le territoire

L'ÉTAT AGIT POUR L'ÉCONOMIE

P. 25

- 1- Soutenir l'agriculture
- 2- Accompagner les entreprises
- 3- Former les demandeurs d'emploi
- 4- Garantir les droits des entreprises et des salariés

LES VISITES OFFICIELLES

P. 31



**L'ÉTAT AGIT POUR LA
POPULATION**

MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC

Bien que rurale, la Meuse connaît à son échelle les mêmes problèmes de délinquance que le reste de la France, même si la situation reste « maîtrisée ». Les atteintes aux biens ont diminué alors que l'engagement se poursuit contre les atteintes aux personnes et le trafic de stupéfiants.

› ASSURER LA SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

Lutter contre le trafic de stupéfiants

La Meuse, département frontalier avec la Belgique, proche de Metz, de Nancy et de Paris, est un territoire par lequel transitent des produits stupéfiants. C'est pourquoi le contrôle des axes de communication est une des stratégies privilégiées par les forces de l'ordre, en complément de l'action judiciaire visant à démanteler les trafics locaux, intensifiée en 2020.

Le trafic de stupéfiants a souffert de la crise sanitaire. Les infractions liées aux stupéfiants sont en baisse par rapport à 2019, notamment grâce à l'engagement des forces de l'ordre et des différents acteurs qui ont permis de démanteler 11 trafics.



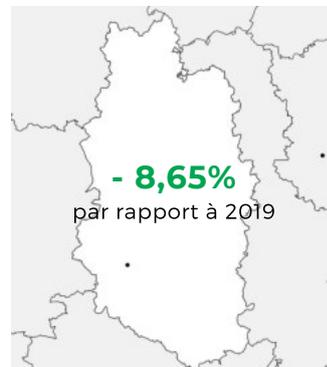
14 octobre 2020 - Opération anti-délinquance à Verdun

Opération contre le trafic de stupéfiants de la rue Saint-Sauveur à Verdun

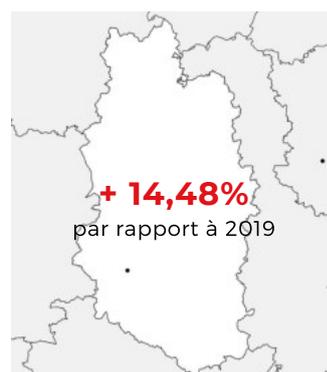
En avril 2021, les forces de l'ordre ont réalisé, dans le cadre d'une opération judiciaire, une opération contre le trafic de stupéfiants de la rue Saint-Sauveur à Verdun, qui a mobilisé 90 gendarmes, renforcés par trois équipes cynophiles.

Lors de deux phases d'interpellations et de perquisitions, une première le 19 avril sur deux points de deal à Verdun et une seconde le 20 avril à Metz (Moselle), 737 g d'héroïne et 48 g de cocaïne ont été saisis ainsi que huit armes, plus de 15.000 euros en numéraire, six véhicules et 24 téléphones mobiles. Douze personnes ont été mises en examen, dont six placées en détention provisoire.

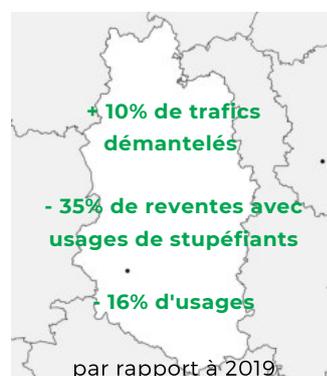
Les atteintes aux biens



Les atteintes volontaires à l'intégrité physique



Les infractions à la législation sur les stupéfiants



Prévenir pour éviter les atteintes

Vidéoprotection

Des actions de prévention sont menées par les forces de l'ordre auprès des collectivités territoriales, comme des pré-diagnostics de sûreté de leurs réseaux. Les Rencontres de la Sécurité, en octobre 2020, ont également permis d'établir une discussion avec les élus sur la nette augmentation de la cybercriminalité et les bons réflexes à adopter. Le déploiement de la vidéoprotection participe de la prévention des atteintes aux biens et aux personnes tout comme l'implication des citoyens.

Participation citoyenne



17 décembre 2020 - Signature de la convention Veille Nature

46
systèmes de
vidéoprotection

+3 en 2020

71
dispositifs de
participation
citoyenne

+5 en 2020

La convention Veille Nature

visée à renforcer la sécurité des biens et des personnes dans les espaces naturels et agricoles, en associant la population à la prévention de la délinquance et des atteintes à l'environnement.

Signature du plan départemental de prévention de la délinquance

En juin 2021 a été adopté un nouveau plan départemental de prévention de la délinquance.

Il comporte six priorités : la délinquance des jeunes, le trafic de stupéfiants, les violences aux personnes et en particulier celles faites aux femmes, les atteintes aux biens, l'implication de la population dans la préservation de la tranquillité et de la sécurité publique, la sécurité routière.

Protéger l'enfance

En 2020, le département de la Meuse a été retenu parmi les 30 premiers départements pour le déploiement de la stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance. Cela s'est traduit par un contrat signé le 13 novembre 2020 entre les représentants du Département et de l'État.

Objectifs :

- › Agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leur famille
- › Sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures
- › Donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits
- › Préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adulte
- › Renforcer la gouvernance et la formation

825 000€

versés chaque
année

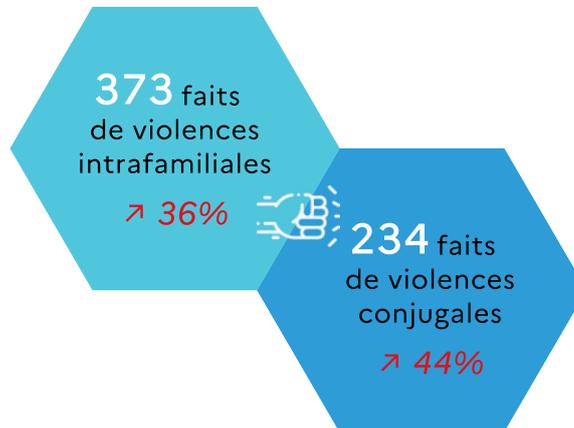
22

actions
démarrées sur
les 28 prévues

Lutter contre les violences faites aux femmes

Les violences intrafamiliales sont peu visibles par nature, mais effectivement constatées, notamment grâce à une campagne de sensibilisation appuyée par le développement d'outils de signalements et de plainte.

Les confinements successifs ont pu engendrer des comportements plus violents. Les actions engagées par la DDETSPP et en particulier la DDFE, les forces de sécurité et les associations conventionnées ainsi que l'ensemble des partenaires, peuvent aussi expliquer en partie la hausse statistique des faits constatés. Cette augmentation s'explique sans doute par un encouragement de la remontée des signalements et des dépôts de plainte.



L'accueil et le suivi des victimes sont améliorés

L'accueil des victimes en commissariat et en brigade est amélioré par une formation des policiers et gendarmes. Par exemple, dans les commissariats et brigades, les policiers et gendarmes sont formés par des intervenantes sociales dont le financement est assuré par l'Etat et les collectivités territoriales.

482 personnes accueillies par les ISCG

Le Centre d'information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de la Meuse est la principale association du territoire qui œuvre à la lutte et à la prévention des violences faites aux femmes. Elle est conventionnée par le Ministère de la Justice pour accomplir une mission d'accueil, d'écoute, de soutien et d'accompagnement aux victimes.

Le CIDFF c'est :

- › 2 référentes et 2 juristes pour les femmes victimes
- › 566 personnes accompagnées
- › 80 000 euros de subventions versées par l'État



25 novembre 2020

Signature de la convention de prise de plainte en hôpital



22 décembre 2020

Campagne d'information sur les sachets de pharmacie en partenariat avec l'ordre des pharmaciens

28 décembre 2020

Signature de la convention de mise en place du bracelet anti-rapprochement au Tribunal Judiciaire de Bar-le-Duc



› AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Une évolution favorable de la sécurité routière en Meuse en 2020

Les nombres d'accidents, de tués et de blessés de l'année 2020 sont tous à la baisse par rapport à 2019. Cette tendance est dans l'ensemble meilleure qu'au niveau national. Ces résultats sont toutefois à relativiser compte tenu du contexte sanitaire qui a limité les déplacements en 2020 et des chiffres de 2019, année la plus mortelle depuis 2012.



En 2020, les usagers vulnérables (piétons, cycles et 2 roues motorisés) sont impliqués dans 50 % des accidents mortels. De même, les seniors (+ de 65 ans) représentent 45 % des tués alors qu'ils ne sont impliqués que dans 23 % des accidents corporels. Les principaux facteurs déclenchant et aggravant restent identiques d'année en année : vitesse, alcool, usage de produits stupéfiants et erreurs de comportement.

Les résultats du premier semestre 2021 ne sont toutefois pas favorables. A l'exception du nombre de tués, les indicateurs sont en hausse comparés aux chiffres des premiers semestres de ces 3 dernières années, ainsi qu'à leur moyenne.

L'alternative aux poursuites pour sensibiliser les usagers de la route

Les opérations dites "alternative aux poursuites" ont pour but de sensibiliser les personnes commettant des excès de vitesse inférieurs à 20km/h. Lorsque les forces de l'ordre constatent ces infractions, deux choix s'offrent au conducteur : payer l'amende ou participer à un stage de sensibilisation sur les risques de l'alcool, de la distraction et de la vitesse au volant.



En 2020, 40 contrevenants ont accepté l'alternative à la suspension du permis.



Opération "alternative aux poursuites" à Longeville-en-Barrois le 06 juillet 2021

Le dispositif "éthylotest anti-démarrage" (EAD) pour prévenir la récidive

Opérationnel depuis novembre 2019 dans le département, ce dispositif s'applique aux contrevenants présentant un taux d'alcool entraînant une suspension du permis de conduire.

La suspension du permis peut alors être remplacée par l'obligation de conduire un véhicule équipé d'un EAD pendant une durée minimale de 6 mois, sur décision du Préfet.

› ŒUVRER POUR LA CITOYENNETÉ

Accompagner et intégrer les étrangers en situation régulière et les réfugiés

L'intégration en 2020 en Meuse des étrangers passe par :

- › l'accompagnement au logement : 47 personnes accompagnées par l'AMIE et le SEISAAM
- › l'accompagnement vers l'insertion socio-professionnelle, en s'attachant notamment à lever les freins d'accès à l'emploi : 70 000 € investis pour l'intégration et l'apprentissage de la langue et 57 000 € pour l'accompagnement des réfugiés

Accueillir les nouveaux citoyens

Au 10 août 2021, 126 personnes ont été naturalisées :

- › 18 jeunes nés entre 1995 et 2003
- › 71 adultes
- › 16 mineurs naturalisés avec leurs parents
- › 21 jeunes nés en France et naturalisés par le Tribunal judiciaire

Éloigner les étrangers en situation irrégulière

L'éloignement systématique des étrangers en situation irrégulière représentant une menace grave pour l'ordre public est une priorité. Une extrême vigilance est exercée pour les détenus étrangers en situation irrégulière notamment en procédant, en lien avec les établissements pénitentiaires, à leur identification afin d'anticiper et garantir leurs éloignements.

Au 10 août 2021, 55 mesures d'éloignements ont été prononcées, contre 78 pour l'ensemble de l'année 2020.

Garantir le processus démocratique : les élections départementales et régionales

Outre les opérations de préparation des scrutins, la préfecture a organisé les opérations de mise sous pli de la propagande des candidats pour le 2nd tour des élections départementales et régionales :

- › pour les cantons de Boulogny, Clermont-en-Argonne, Etain, Dieue-sur-Meuse, Ligny-en-Barrois, Saint-Mihiel, Stenay, Revigny-sur-Ornain et Vaucouleurs par les communes cheffes-lieux ;
- › pour les 8 autres cantons, soit plus de 46 % des électeurs, par les agents de la préfecture.



23 et 24 juin 2021 - Mise sous pli à la préfecture

GARANTIR LA COHÉSION SOCIALE

› ASSURER L'ACCÈS AUX SERVICES

La couverture mobile

Constatant que dans de nombreuses zones en France la couverture mobile était défaillante, le Gouvernement, l'ARCEP et les opérateurs mobiles parvenaient en janvier 2018 à un accord basé sur 5 engagements visant à accélérer le déploiement d'une couverture mobile de qualité : le New Deal Mobile.

L'État en Meuse a mis en place un comité de pilotage avec le Conseil départemental, en charge d'assurer l'interface entre les opérateurs et les collectivités pour sélectionner puis valider les communes à couvrir en priorité à travers l'installation de pylônes multi-opérateurs.

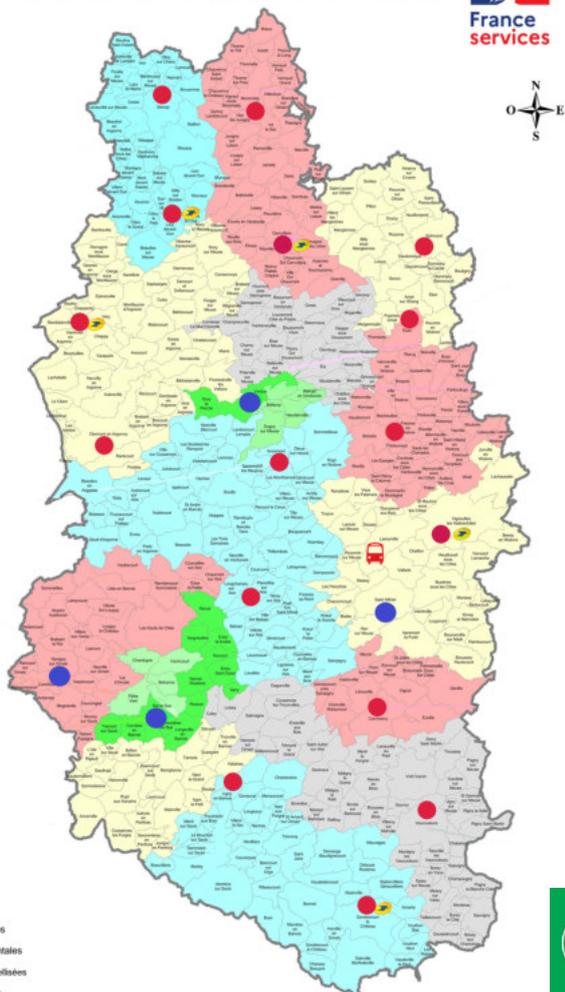
59% du territoire meusien est couvert par la 4G 

2,2% de la population départementale n'est pas couverte, soit environ 4 000 habitants

23 septembre 2020 - Inauguration du pylône d'Écouvies, implanté dans le cadre du New Deal Mobile



France Services - Département de la Meuse



France Services

Le réseau des structures France Services permet aux citoyens de procéder aux principales démarches administratives du quotidien, au plus près de chez eux.

D'ici à fin 2022, l'ensemble du territoire sera couvert par le dispositif France Services (avec deux structures par canton), et bénéficiera d'un maillage très dense et en cohérence avec les besoins des usagers.

À terme, le déploiement France Services en Meuse permettra à chaque usager du territoire d'être à moins de 15 minutes d'une structure. Il poursuit 4 objectifs :

- › le retour du service public au cœur des territoires
- › un service public moderne
- › un niveau de qualité garanti
- › un lieu de vie agréable et convivial



16 structures sont actuellement labellisées France Services dans le département

› LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

La stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté « investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous » a été dévoilée le 13 septembre 2018 par le Président de la République.

Elle propose un changement radical et double :

- › priorité donnée à l'investissement social par la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes
- › engagement d'une politique déterminée de sortie de la pauvreté par le travail

Lutter contre la précarité

16 971 bénéficiaires du chèque énergie pour lutter contre la précarité énergétique



4 500 bénéficiaires du RSA accompagnés pour accéder à leurs droits

155 814€ au profit des associations et des CCAS/CIAS pour l'aide alimentaire



3M €

versés à l'OPH Meuse pour la rénovation des logements sociaux

L'emploi et la formation des demandeurs d'emploi

L'État anime le service public de l'emploi (SPE) en lien avec Pôle emploi, les missions locales et Cap emploi, afin de favoriser la formation et l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et des publics les plus fragilisés.

Le SPE s'est réuni trois fois en 2021, sous la présidence de Madame le Préfet, autour des représentants des forces économiques et sociales.

868

parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)

1 372

entrées en formation financées par le Compte personnel de formation

30

structures d'insertion par l'activité économique soit 1 300 salariés

115

PEC à signer en 2021 dont 49.6% déjà signés



Maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap



28 juin 2021 - Lancement de l'opération "Meuse Hanploi", avec la signature de deux contrats Parcours Emploi Compétences entre deux personnes en situation de handicap et leur employeur

Développer et accompagner les deux entreprises adaptées meusiennes : 4.68 équivalents temps plein créés en 2021 en plus des 12 équivalents temps plein en 2020

Développer les partenariats : Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, groupe de travail dédié, etc.

ÉDUCATION



3

unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) ont ouvert à la rentrée 2021 dans les collèges de Stenay, Etain et Vaucouleurs pour mieux accueillir les élèves en situation de handicap

65 000

petits-déjeuners ont été servis aux écoliers durant l'année scolaire 2020-2021. 26 collectivités sont déjà parties prenantes de ce dispositif.

3

collèges choisis pour expérimenter le programme "Territoires Éducatifs Ruraux" : Damvillers, Montmédy et Stenay



53

postes d'enseignants supplémentaires pour permettre le dédoublement des classes dans le cadre de l'accompagnement à la ruralité



Déplacement au collège Louise Michel à l'occasion de la rentrée 2021, en présence du recteur de l'académie de Nancy-Metz

PROTÉGER LA SANTÉ

› GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS

Maisons de santé



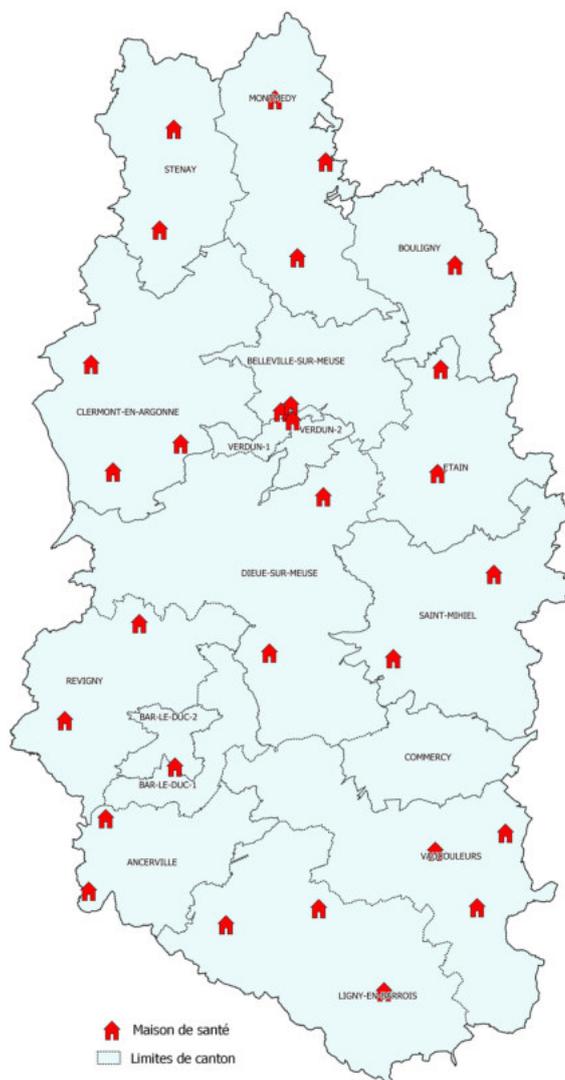
27 mars 2021 - Inauguration de la maison de santé de Verdun

Extension de la maison de santé de Spincourt

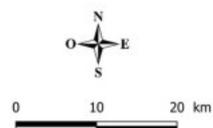
La communauté de communes de Damvillers Spincourt a bénéficié de 385 000€ de subvention dans le cadre du plan France Relance pour l'extension de la maison de santé de Spincourt, représentant 45% du coût total des travaux.



Maisons de santé

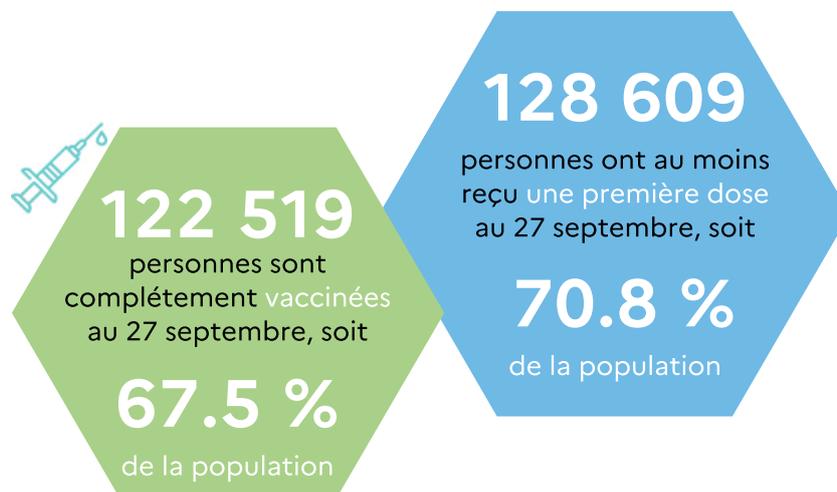


Source des données : ARS-DTSS (sept. 2021)
Fonds cartographiques : © IGN - BD CARTO © - 2018
Conception-Réalisation : DDT / SCDT / 5SG
Date: 15/09/2021



La vaccination contre le COVID19

Dès le mois de janvier 2021, un circuit de vaccination a été mis en place en Meuse, tout d'abord au sein des EHPAD puis en centres de vaccination. La collaboration entre les services de la préfecture, l'ARS, les collectivités territoriales et les professionnels de santé a également permis la création d'opération de vaccination spécifique, comme le vaccibus, sillonnant les villages meusiens au plus proche de ses habitants.



18 janvier 2021 - Visite des centres de vaccination de Bar-le-Duc et Verdun



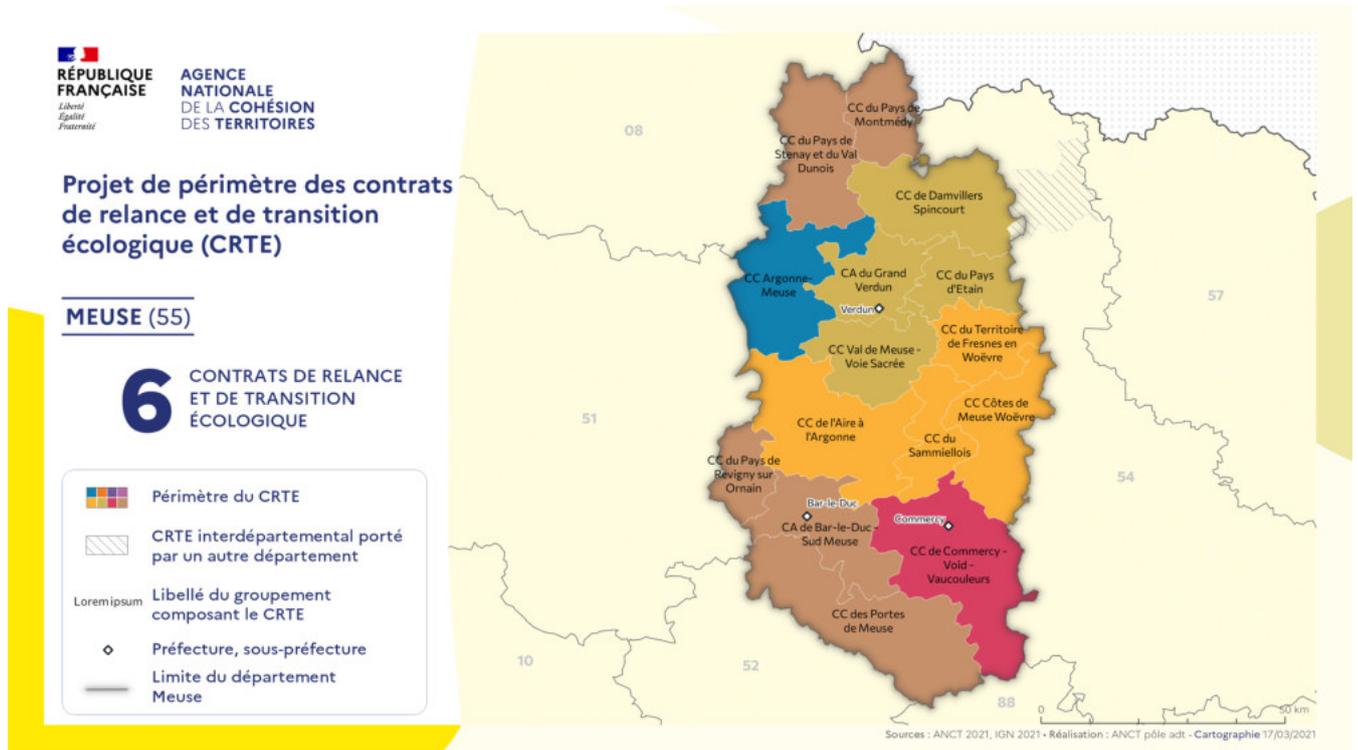


**L'ÉTAT AGIT POUR LE
TERRITOIRE**

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

6 contrats territoriaux de relance et de transition écologique

Les Pactes Territoriaux de Relance et de Transition Écologique s'inscrivent dans une démarche d'accompagnement territorial et de simplification des contractualisations menée conjointement par l'État et la Région Grand Est. Cette démarche est issue de la convergence du Contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE) porté par l'État et du Pacte territorial porté par le Conseil régional.



Montée en puissance de l'éolien et des centrales photovoltaïques

3^{ème} département éolien de la région Grand Est

231 éoliennes en fonctionnement, réparties en 39 parcs

9 parcs éoliens en cours de construction, soit 63 éoliennes

7 parcs éoliens en cours d'instruction, soit 44 éoliennes supplémentaires

15,32 MW c'est la puissance totale des installations photovoltaïques diffuses sur bâtiment

7 projets lauréats des appels d'offres de la Commission de Régulation de l'Énergie recensés

Le 1er mai 2021, la centrale photovoltaïque de Marville est inaugurée : 2^{ème} centrale de France

364 000 panneaux photovoltaïques

80M € investi pour construire la centrale et dépolluer le site et ses 15 000 impacts de munitions et d'obus

› LE PLAN FRANCE RELANCE POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Rénovation thermique des logements et bâtiments

Dans le département de la Meuse, 32 % des ménages sont soumis au risque de précarité énergétique, soit plus de 2 fois la moyenne nationale.

› dans le parc privé, l'agence nationale de l'habitat (Anah) attribue des aides :

12 des 15 EPCI auront des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (Opah) actives, d'ici la fin de l'année 2021, soit environ 85 % de la population meusienne.

564 logements financés au titre de « Habiter mieux ». Avec un taux de 20 dossiers pour 10 000 habitants en 2020, la Meuse est le département le plus actif du Grand Est.

Plus de **1 000** dossiers accordés au titre de MaPrimeRénov'.



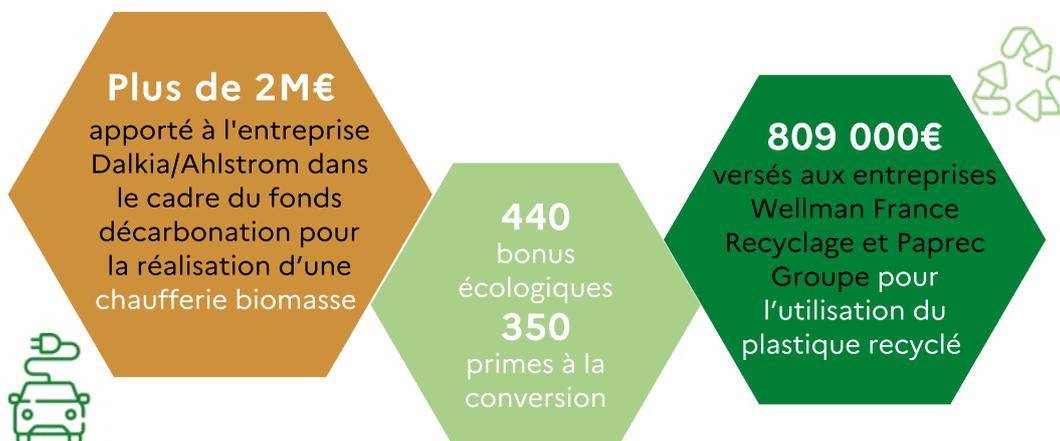
› dans le parc public, les bailleurs sociaux ont bénéficié de plusieurs dispositifs :

Des prêts à l'amélioration (PAM) et des éco-prêts ont été accordés pour effectuer des travaux de rénovation dans environ 3 230 logements sociaux depuis 2008, dont 442 en 2021.



15 projets de rénovation thermique des bâtiments de l'État ont été retenus en Meuse, parmi lesquels se trouve la **caserne Maginot de Revigny-sur-Ornain**, abritant l'escadron de Gendarmerie mobile, qui a bénéficié de plus de **10M €** pour la réhabilitation énergétique des bâtiments.

Mais aussi...



VALORISER LE PATRIMOINE

L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Meuse met en oeuvre les politiques relatives à l'entretien et à la valorisation du patrimoine ainsi qu'à la promotion de la qualité architecturale. L'architecte des Bâtiments de France, conservateur des édifices appartenant à l'État (Ministère de la Culture), a également assuré le suivi et la programmation des travaux d'entretien des édifices protégés privés ou publics.

› PRÉSERVATION DES ESPACES PROTÉGÉS

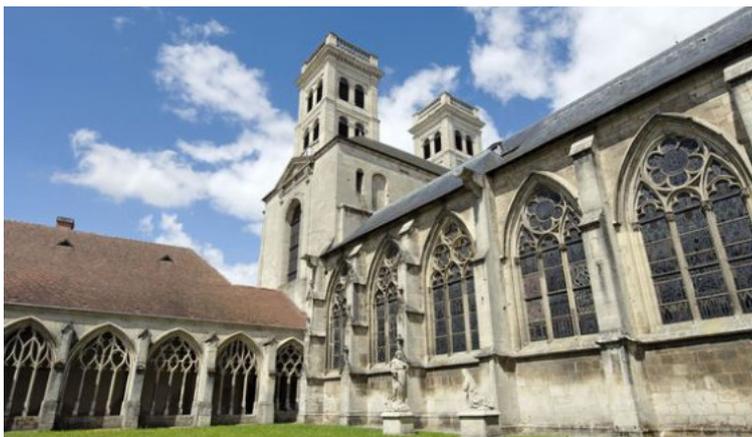


Opérations d'entretien des bâtiments classés

L'UDAP a accompagné plus de 30 opérations de travaux d'entretien de janvier 2020 à juillet 2021, dont une forte proportion d'édifices privés pour près de 400 000 € de travaux dont 160 000 € financés par des subventions du ministère de la Culture.



Le château de Choiseul à Stainville a bénéficié d'une aide de 1 892€ pour la réparation de la couverture en ardoises



En 2020, l'État a investi 588 589 € pour l'entretien de la Cathédrale Notre-Dame de Verdun :

- › 100 000€ pour la restauration des portes monumentales
- › 329 589€ pour le traitement de la charpente contre les insectes xylophages et pour favoriser l'accès aux combles des sapeurs pompiers

Le saviez-vous ?

Constitué de 19 cloches, dont 16 sonnantes en volée et comptant 2 bourdons, l'ensemble campanaire de la Cathédrale de Verdun constitue la sonnerie de France la plus étoffée.



Ce n'est que récemment que la cathédrale de Strasbourg a acquis une 16^{ème} volée, égalant ainsi celle de Verdun.



La citadelle de Montmédy a réalisé en 2020 sa 28^{ème} tranche d'entretien des remparts

› ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS DANS L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Le nombre de communes ou de territoires bénéficiant d'un accompagnement sur site avec des permanences a augmenté au courant des années 2020 et 2021 : Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Montmédy, Saint-Mihiel et Verdun, accueillent l'Architecte des Bâtiments de France ou un ingénieur des services culturels dans leurs locaux à raison d'une fois par mois afin de rencontrer les demandeurs et d'échanger sur les différents projets à mener.

L'UDAP, en accompagnement du dispositif "France Services" réalise également une permanence en sous-préfecture de Commercy à raison d'une demi-journée par mois, ainsi qu'en Communauté d'agglomération de Stenay à raison d'une demi-journée toutes les 6 semaines.

2 sites patrimoniaux remarquables reconnus :
Bar-le-Duc et Commercy

2 sites patrimoniaux remarquables en cours d'élaboration à Saint-Mihiel et Verdun



SAINT-MIHIEL

La commune de Saint-Mihiel a décidé le 13 avril 2018 de se doter d'un site patrimonial remarquable (SPR) en engageant le lancement d'une étude préalable.

Le passage en Commission Nationale en octobre 2020 a validé la délimitation du périmètre du SPR.

L'enquête publique (clôturée au 28 juillet 2021) permettra d'appliquer le périmètre sur le territoire et de lancer la seconde phase de l'étude afin de déterminer l'outil et la rédaction du règlement associé.



VERDUN

Dans son programme Action Cœur de Ville, la ville de Verdun a également programmé la définition d'un site patrimonial remarquable.

L'étude de définition du périmètre est en cours depuis le 1er septembre 2019. L'étude a été menée à bien courant 2020 et ce malgré le contexte sanitaire ne favorisant pas les déplacements sur site.

Le passage en Commission Nationale en juin 2021 a également validé le périmètre. Une enquête publique sera lancée à l'automne 2021.



AMÉNAGER LE TERRITOIRE

› REVITALISER LES VILLES MOYENNES ET LES CENTRES-BOURGS

Les villes moyennes ont une fonction de centralité, elles représentent un cadre de vie à taille humaine et portent le dynamisme de leur territoire. Ces villes sont confrontées à de nombreuses difficultés : perte de population, pauvreté, délitement des services, logements et commerces vacants, bâti dégradé, habitat ancien et énergivore, engendrant une perte globale d'attractivité pour le territoire. Plusieurs programmes sont développés pour revitaliser les territoires.

Programme "Petites villes de demain" et "Action Cœur de ville"



Amélioration énergétique du château de Commercy



Rénovation de l'abbatiale Saint-Michel à Saint-Mihiel

2 opérations de redynamisation des centres-bourgs ont été menées en 2020 par l'Établissement Public Foncier du Grand Est dans les communes de Vaucouleurs et Montmédy

Opération de Revitalisation du Territoire

Le dispositif Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) facilite également le développement économique et résidentiel dans les centres-bourgs. En Meuse, les communes de Verdun, de Bar-le-Duc avec Ligny-en-Barrois, et de Commercy avec Vaucouleurs ont signé une ORT dans le courant de l'année 2020 pour faciliter le développement économique et résidentiel (développement des sites industriels et reconversion des zones Essilor, etc.)

La transition écologique dans les territoires, une opportunité pour l'attractivité des petites villes

Petites villes de demain : un soutien cousu main pour 1000 communes françaises



Une commune intégrée dans son territoire

Prendre soin, respecter et valoriser le patrimoine

Une commune où grandir, bien vivre et vieillir en bonne santé

Des élus accompagnés pour mener leur projet

Un accès facile aux démarches de la vie quotidienne

Des citoyens en capacité d'agir

Vivre et faire ensemble

Des habitants connectés

Une commune dynamique économiquement

Des habitants ayant accès à la culture



› SOUTENIR L'INVESTISSEMENT

L'État encourage l'aménagement du territoire en soutenant les collectivités territoriales et leurs groupements dans leurs projets d'investissements.

La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Toutes les communes de la Meuse sont éligibles à la DETR. Ce dispositif soutient le développement de l'offre et de l'accessibilité des services publics, l'amélioration du cadre de vie, le développement économique, touristique et culturel, etc.

La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Instaurée en 2016 et modifiée en 2018, la DSIL est destinée au financement des projets au titre de 6 grandes priorités dont la transition énergétique, la sécurisation des équipements publics et la mobilité.

DETR

14,9M €

pour 148 dossiers déposés

DSIL

5,4M €

**DSIL
Relance**

5,4M €

DSID

1,7M €

FNADT

1,2M €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID)

Permet de financer les projets dont la mise en œuvre a pour objectif la solidarité entre les différents territoires d'un même département, ou entre les différents départements d'une même région.

Le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)

Soutien de l'Etat en investissement et en fonctionnement.

Reconversion de la caserne Miribel de Verdun, friche militaire

La caserne Miribel, ancien site militaire d'une emprise d'un peu plus de 6,8 ha, a été désaffectée au départ de l'armée en 1994. Propriété de la commune de Verdun depuis 2002, le site comprend un terrain en friche avec 3 bâtiments désaffectés et hors d'usage. C'est la dernière « dent creuse » en terme d'habitat dans le quartier du Faubourg Pavé qui est très peuplé et dynamique.

La Ville et la Communauté d'Agglomération de Verdun ont décidé de requalifier ce site en s'appuyant sur un projet ambitieux d'aménagement : construction d'une crèche, de logements sociaux, d'une résidence senior, de terrains à bâtir, de locaux d'activité, etc.



2 M€
ont été attribués par l'État, notamment dans le cadre du Fonds Friche, pour la réhabilitation de la caserne

Les anciens bâtiments de la caserne Miribel

Déviations de la RN135

La RN135 dans la Meuse assure la jonction entre Bar-le-Duc et le réseau routier structurant national (RN 4), en passant par Ligny-en-Barrois. Elle dessert en particulier la vallée de l'Ornain, premier pôle industriel du département avec un trafic de plus de 10 000 véhicules par jour dont près de 10% de poids lourds.

Le projet de déviation de Velaines consiste en la réalisation d'un tronçon neuf de la RN135 sur une longueur de 3,2 km (1800 m en bidirectionnelle et un créneau de dépassement de 1400m en 2x2 voies) entre Ligny-en-Barrois et Tronville-en-Barrois.

Les études ont été réalisées et les fouilles archéologiques préventives sont en cours depuis le printemps 2021. Des premiers travaux de dévoiement de réseaux ont également été réalisés et vont se poursuivre jusqu'en 2023. Le démarrage des premiers travaux routiers est actuellement prévu en 2022, avec la création du giratoire à l'Est de Tronville-en-Barrois.

Le projet de déviation est inscrit au contrat de plan Etat-Région et au premier axe du projet de développement du territoire pour l'accompagnement de Cigeo

Projet de déviation de Velaines



› LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (PDT) LIÉ À CIGÉO

Placé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique (MTE), le projet de Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) prévoit de stocker des déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue en couche géologique profonde, à plus de 500 m de profondeur, sur les communes de Bure (55) et Saudron (52).

Août 2020 - Premier trimestre 2022 : demande de déclaration d'utilité publique (DUP)

Après instruction et consultation des collectivités et établissements concernés par le projet, la DUP est soumise à enquête publique depuis le 15 septembre 2021. La décision relative à la DUP, prise par le Conseil d'État, est attendue au premier trimestre 2022.

Demande d'autorisation de création

La création de Cigéo ne pourra être autorisée par décret en Conseil d'État qu'à l'issue de l'instruction de la demande d'autorisation de création (DAC), que l'ANDRA prépare à l'heure actuelle, et qui sera instruite par les autorités de sûreté nucléaire.

Parallèlement, afin que le territoire d'accueil puisse bénéficier des retombées de ce projet de grande envergure, un projet de développement du territoire (PDT) a été signé le 4 octobre 2019, en présence de la Ministre en charge de Cigéo, par les 24 partenaires engagés dans sa mise en œuvre : l'État, la Région Grand-Est, les deux Départements de Meuse et de Haute-Marne, le bloc communal qui accueille le projet industriel, les opérateurs de la filière nucléaire (ANDRA, EDF, CEA, ORANO), et les représentants du monde économique local. Le PDT se compose de 4 axes, dont les deux premiers sont contractualisés à ce jour pour assurer la préparation du territoire d'implantation à l'accueil de Cigéo :

› Axe 1 : Aménager

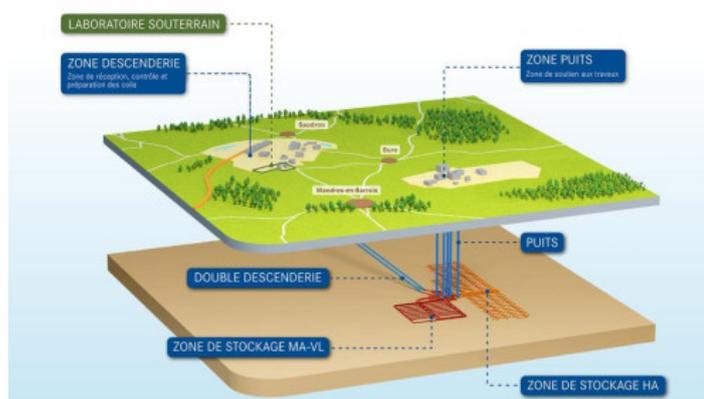
99% de taux réalisation. 17 actions sur les 18 sont en cours de réalisation ou ont fait l'objet de réflexions préalables nécessaires à leur avancement (études, concertation) : concertation sur le poste électrique menée en février 2020 par RTE, concertation sur la voie ferrée menée par SNCF en juin 2021), lancement de certaines opérations routières (aménagement des ronds-points sur la RN67)

› Axe 2 : Dynamiser

70% de taux réalisation. 13 actions sur les 20 sont en cours de réalisation concernant l'habitat et les services à la population : financement de 19 opérations d'adaptation de l'offre de logement, de rénovation de l'habitat et d'amélioration de la performance énergétique des logements, lancement de 7 projets pour les services à la population (équipements sportifs, groupes scolaires ou périscolaires, maisons de santé)

50M€

ont été engagés en 2020 et 2021 pour la réalisation du PDT dont plus de 7M€ de crédits spécifiques de l'État (DSIL « Grands projets territoriaux »)





**L'ÉTAT AGIT POUR
L'ÉCONOMIE**

SOUTENIR L'AGRICULTURE

Le secteur agricole représente 1 950 exploitations agricoles, 2 818 chefs d'exploitation et 2 459 salariés, soit au total 7 % de la population active meusienne.

› SOUTIEN AU MILIEU AGRICOLE

Garantir un revenu aux agriculteurs et accompagner la transition agricole



Pallier les conséquences de la sécheresse : plus de 12 millions d'euros versés

Sur la campagne de production fourragère du 1^{er} avril au 30 septembre 2020, l'année a été qualifiée par Météo France de 2^{ème} année la plus sèche depuis 1959. L'État a soutenu l'élevage meusien, touché depuis trois années par la sécheresse : 6,4M € dans le cadre des calamités agricoles et 6,3M € de dégrèvement de la taxe sur le foncier non bâti.

France Relance : Transition agricole, alimentation et forêt

Plusieurs appels à projets régionaux et départementaux ont été lancés fin 2020, pour faciliter l'accès à une alimentation locale, fraîche, saine et abordable, ou encore accélérer la transition écologique :

- › 140 000 € versés pour l'alimentation locale et solidaire
- › 50 000 € pour la création de jardins partagés
- › Un objectif de 800km de haies plantées en 2 ans



Garantir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique

Après avoir franchi un pic en 2019, le montant des dégâts aux cultures est en diminution en 2020. Par ailleurs, dans un contexte de nécessaire régénération forestière liée au dépeuplement dû aux scolytes, les travaux menés en commission départementale Chasse et faune Sauvage visent à augmenter la pression de la chasse et à cadrer les pratiques d'agrainage.

Prélèvements réalisés pendant la campagne de chasse 2020/2021

- › 19 000 sangliers
- › 1 120 cerfs

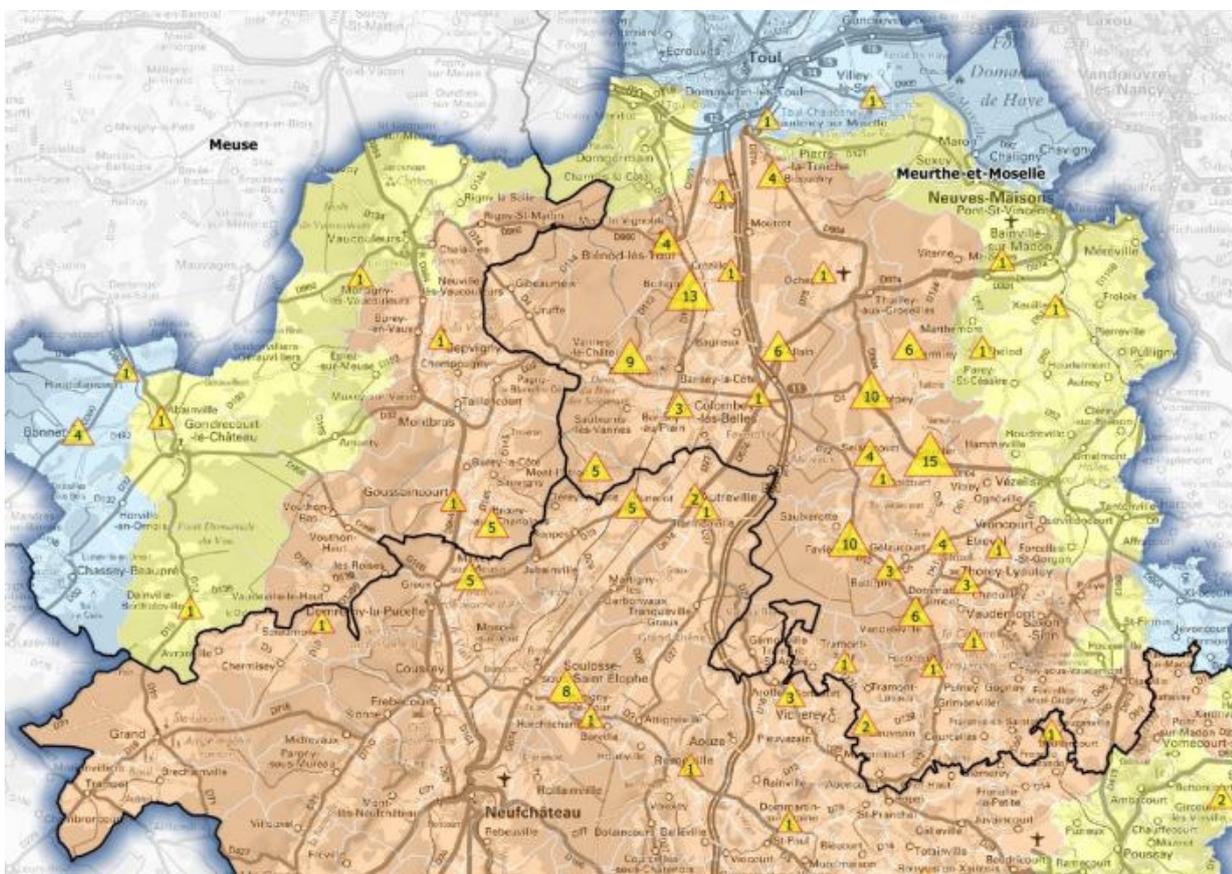


Objectifs de la campagne 2021/2022

- › 22 250 sangliers
- › 1 375 cerfs
- › 11 180 chevreuils

Lutter contre les attaques du loup

Après une période, en 2013 et en 2014, marquée par de nombreuses attaques et une mobilisation exceptionnelle de l'État et des éleveurs pour mettre en œuvre les mesures de protection et de défense des troupeaux, quelques prédations surviennent encore sur un vaste territoire d'environ 60 000 ha, à cheval sur les départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.



90 000 €

alloués aux éleveurs depuis 2019 pour protéger les troupeaux, avec la mise en place de clôtures électriques, l'acquisition et l'entretien de chiens de protection ainsi que la prise en charge des frais de gardiennage et pour indemniser les éleveurs victimes des conséquences des attaques du loup.

Pour défendre les troupeaux en cas d'attaque, des tirs d'effarouchement sans autorisation administrative préalable sont possibles et des tirs de défense simple sont actuellement accordés à 2 éleveurs.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

› LES AIDES DE SOUTIEN FACE À LA CRISE SANITAIRE

3 245 entreprises ont pu bénéficier du fonds de solidarité, représentant un montant de 42,14 M€.

114 reports d'échéances fiscales, pour un montant de 10,78 M€

1 044 prêts garantis par l'État, pour un montant total de 145,53 M€.

22,7 M€ de baisse d'impôts de production, au bénéfice de 1 632 entreprises

› LES AIDES DE RELANCE



64

très petites entreprises accompagnées dans leurs projets à travers de le chèque FranceNum

4 M€

pour les entreprises dont 940 000 € versés à Gaming Engineering, start-up issue de la French Tech East, en plein développement

9

structures sélectionnées pour accueillir 15 conseillers numériques France Services

2

projets de modernisation subventionnés dans l'appel à projets "Territoires d'Industries" : la fromagerie Henri Hutin (500 000 €) et l'entreprise du BTP Berthold (400 000 €)



19 mars 2021 - Visite de l'entreprise Gaming Engineering à Lérouville

FORMER ET ACCOMPAGNER LES DEMANDEURS D'EMPLOI

› FORMER LES JEUNES

En Meuse, les jeunes de moins de 25 ans continuent d'être particulièrement affectés par les effets de la crise sanitaire avec une hausse de 4,7 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A au deuxième trimestre 2021, alors qu'au niveau régional, le nombre de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans diminue encore de 0,5 %.

Le plan « 1 jeune, 1 solution », lancé à l'été 2020, vise à offrir une solution à chaque jeune. Il mobilise un ensemble de leviers :

› La **Garantie Jeunes** permet l'accompagnement des jeunes de moins de 26 ans sans emploi ni formation et le versement d'une allocation

306 contrats Garantie Jeunes signés en 2020, soit un taux de réalisation de l'objectif de 103,72%

556 c'est l'objectif de contrats Garantie Jeunes pour 2021, soit un doublement du nombre de places

› Les **contrats d'apprentissage** permettent une formation des jeunes en alternance

1 043 contrats d'apprentissage enregistrés en 2020

777 primes exceptionnelles à l'apprentissage validées depuis septembre 2020

› Les **"Contrats Initiative Emploi"** permettent une expérience des jeunes en entreprises

135 c'est l'objectif CIE pour 2021. Au 31 juillet, 97 étaient déjà signés, soit un taux de réalisation de 71.9%



27 novembre 2020 - Signature des deux premiers CIE en préfecture

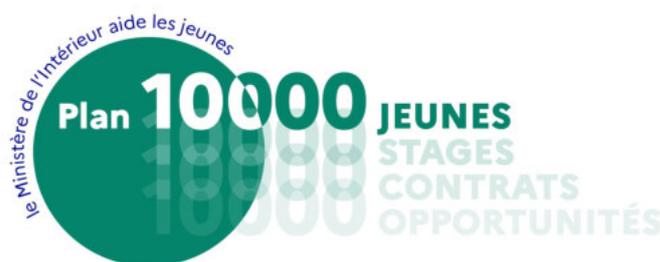


21 avril 2021 - Visite de Mme la sous-préfète de Verdun au sein de l'entreprise CORDM qui accueille un jeune en CIE

Opération 10 000 jeunes

Le ministère de l'Intérieur s'est engagé grâce au « plan 10000 jeunes à offrir plus de 10000 stages », contrats d'apprentissage et autres opportunités, à des collégiens de troisième, lycéens, apprentis et aux étudiants jusqu'à 26 ans sur l'année scolaire 2021-2022.

En Meuse, 67 jeunes ont œuvré au sein de la préfecture et des forces de sécurité intérieure.



GARANTIR LES DROITS DES ENTREPRISES ET DES SALARIÉS

› ASSURER L'EFFECTIVITE DU DROIT DU TRAVAIL

5 agents de contrôle et 3 agents au service des politiques du travail, main d'œuvre étrangère et des renseignements au public œuvrent au sein de l'inspection du travail.

Lutter contre le travail illégal et les fraudes au détachement

Le travail illégal constitue un préjudice pour les travailleurs, privés de leurs droits ; pour les organismes de protection sociale, qui ne recouvrent pas les cotisations dues ; pour les autres opérateurs économiques qui pâtissent de la concurrence déloyale.

Le nombre de travailleurs détachés travaillant temporairement en France dans le cadre de contrats de prestations internationales a progressé fortement. Les manquements sont préjudiciables aux salariés, privés de leurs droits, et constitue une forme de dumping social.

En 2020, le Comité Départemental Anti-Fraude CODAF de Meuse s'est mobilisé et les interventions ont permis l'établissement de 6 procès-verbaux pour travail illégal et 2 défauts de déclaration préalable à l'embauche en amende transactionnelle.

885

interventions de
l'inspection du travail
en 2020

› 90 % d'accompagnement :

Dont 80 % d'interventions sous forme de lettres d'observation visant à confirmer un rappel de la réglementation ou à conseiller les employeurs

Dont 10 % sont des décisions à la suite de demande des entreprises (dérogation et autres).

› 10 % de sanction :

Une vingtaine de rapports dont la moitié constatant des manquements au droit du travail par voie d'amende administrative,
Une dizaine de mises en demeure,
Une dizaine d'arrêts de chantier,
Une douzaine de procès-verbaux dont la moitié a fait l'objet de transactions pénales dans le cadre d'une convention nouvellement signée avec les Parquets.

› GARANTIR L'ÉGALITÉ SALARIALE

À travail égal, les salaires des femmes restent inférieurs de 9 % à ceux des hommes. Les obligations des entreprises d'au moins de 50 salariés ont donc été renforcées en matière d'égalité salariale avec l'Index de l'égalité professionnelle : elles devront chaque année mesurer et rendre publics les écarts salariaux entre les femmes et les hommes.

Un plan d'action mobilisant tous les agents du système d'inspection du travail meusien ont permis :

100% de couverture pour l'index égalité s'agissant des 47 entreprises concernées en Meuse

90% de couverture sur la négociation collective relative à l'égalité entre les femmes et les hommes

318 femmes ont bénéficié d'un accompagnement pour l'insertion professionnelle en 2020

VISITES OFFICIELLES



M. Gérald DARMANIN, Ministre de l'Intérieur, et Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, Ministre déléguée auprès de la Ministre des Armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants

Hommage aux soldats musulmans morts pour la France

29 juillet 2020 - Fleury-devant-Douaumont et Verdun



M. Adrien TAQUET, Secrétaire d'État auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé, chargé de l'Enfance et des Familles

Signature de la lettre d'intention relative à la contractualisation du plan de prévention et de protection de l'enfance avec le conseil départemental de la Meuse.

6 octobre 2020 - Verdun et Thierville-sur-Meuse



M. Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance

Journées franco-allemandes au Centre Mondial de la Paix

12 octobre 2020 - Verdun

Mme Geneviève DARRIEUSSECQ,
Ministre déléguée en charge de la
Mémoire et des Anciens combattants

Panthéonisation de Maurice Genevoix

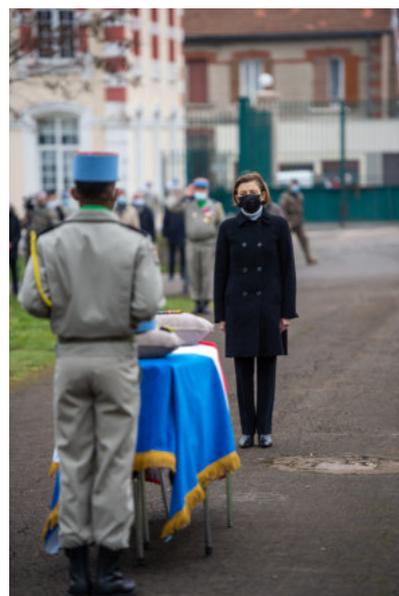
09 novembre 2020 - Fleury-devant-
Douaumont, Les Eparges



Mme Florence PARLY, Ministre des Armées

Cérémonie d'hommage aux trois militaires du
3ème RHC décédés en intervention au Mali

05 janvier 2021- Thierville-sur-Meuse



Mme Brigitte KLINKERT, Ministre
déléguée chargée de l'insertion, auprès
de la ministre du travail, de l'emploi et
de l'insertion.

Visites des structures d'insertion par
l'activité économique et de la mission
locale

04 mars 2021 - Verdun et Bar-le-Duc



2^{nde} visite de Mme Brigitte
KLINKERT à la suite de
l'incendie de la mission locale
de Verdun

20 mars 2021 - Verdun





Mme Nathalie ELIMAS, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de l'Éducation prioritaire.

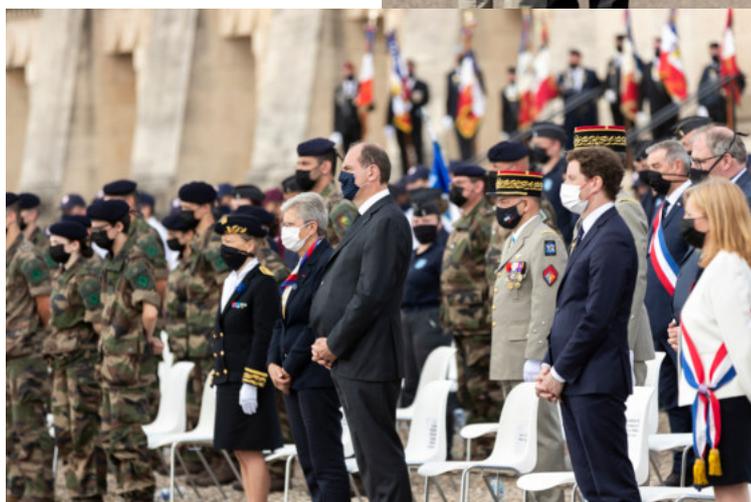
Visites de deux écoles et table ronde autour du dispositif expérimental des territoires éducatifs ruraux

04 mai 2021 - Bar-le-Duc et Montmédy

M. Jean CASTEX, 1er ministre
Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, Ministre déléguée en charge de la Mémoire et des Anciens combattants
M. Clément BEAUNE, Secrétaire d'État chargé des affaires européennes

105^{ème} anniversaire de la bataille de Verdun

02 juillet 2021 - Fleury-devant-Douaumont





PRÉFET DE LA MEUSE

Liberté
Égalité
Fraternité

SERVICES PUBLICS



Légende :

- Limites EPCI
- Limites départementales

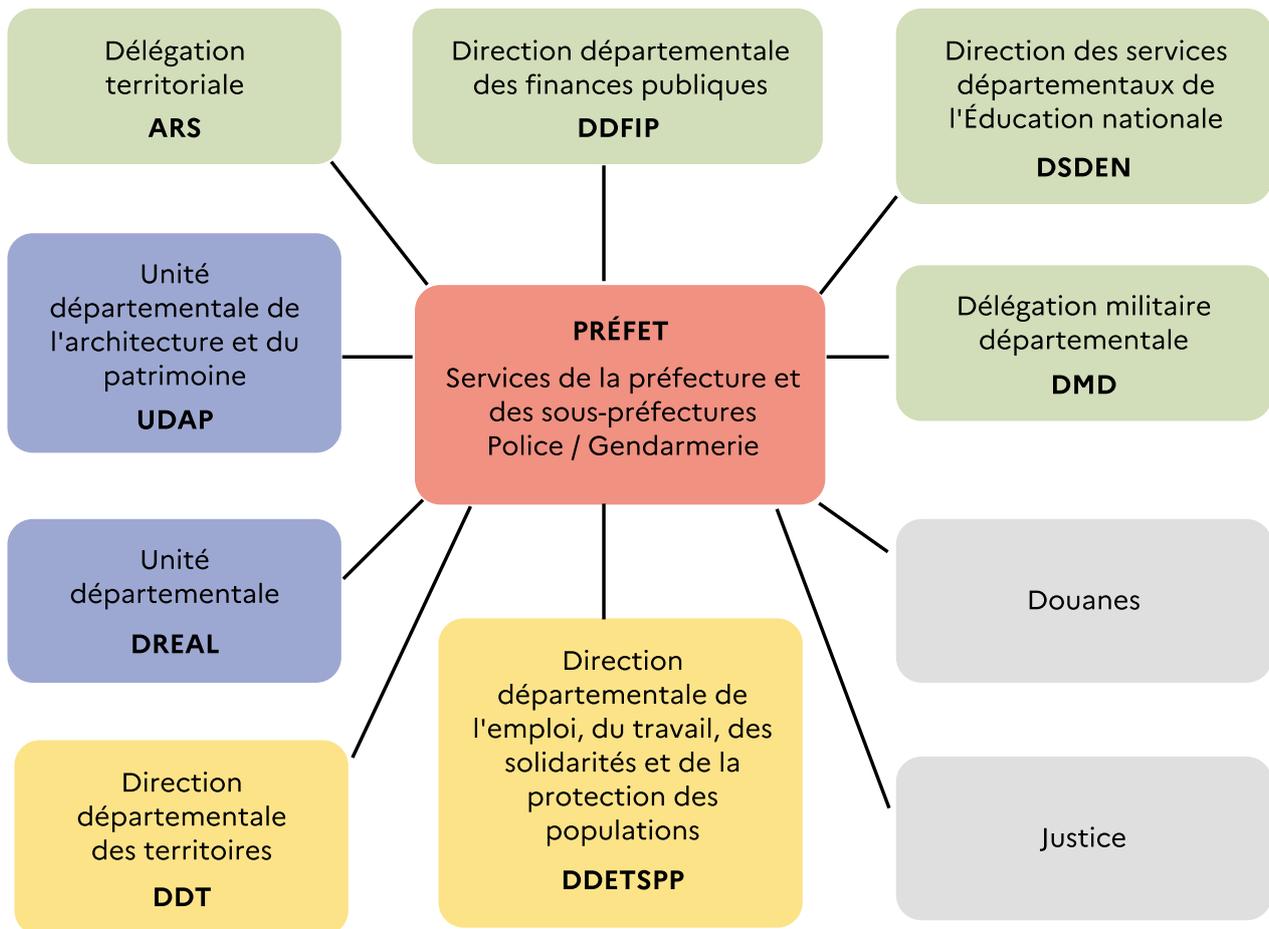
Services publics :

- Gendarmerie
- Gare de voyageurs
- Pôle emploi
- Police
- France Services labellisée
- Centre Hospitalier
- Tribunal Judiciaire
- Centre de secours - SDIS
- Centre des Finances Publiques
- Emprise Militaire
- Préfecture / Sous-Préfecture

0 10
kilomètres

Réalisation	Référentiel	Source
Direction Départementale des Territoires Créée le 15 septembre 2021	© IGN-BD CARTO ® Édition 2018	Données : MI 2021

Les services de l'État



Réforme de l'organisation territoriale de l'État

La réforme de l'organisation territoriale de l'État a pour ambition de réorganiser les services déconcentrés pour gagner en efficacité et apporter une réponse encore plus adaptée à l'utilisateur. Dans ce contexte, la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) a été créée le 1^{er} avril 2021.

Elle regroupe les compétences de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, et de l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Elle est organisée en trois périmètres stratégiques en matière de conduite des politiques publiques :

- le périmètre solidarités, économie, emploi et entreprises
- le périmètre protection des populations
- le périmètre politique du travail

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ; ARS : Agence Régionale de Santé

Les services de l'État

Le corps préfectoral



Pascale TRIMBACH
Préfète de la Meuse



Christian ROBBE-GRILLET
Secrétaire général
Sous-préfet de Bar-le-Duc



Bernard BURCKEL
Directeur de cabinet



Marie-Paule TOURTE-TROLUE
Sous-préfète
de Verdun



Narendra JUSSIEN
Sous-préfet
chargé de mission



Camille GUENEAU
Sous-préfète
de Commercy

Les directions départementales



Thierry DICKELE
Directeur académique
des services de
l'Education nationale



Jean-Bernard GOSSOT
Directeur des
finances publiques

Les directions départementales interministérielles



Sylvestre DELCAMBRE
Directeur de la
DDT



Corinne BIBAUT
Directrice de la
DDETSPP

Unités et délégations territoriales



Nadia CORRAL-TREVIN
**Cheffe de l'unité
départementale architecture
et patrimoine**



Cédric CABLAN
**Délégué
départemental
de l'ARS**

Les directions de la préfecture



Laurent MAITREHEU
**Directeur du Secrétariat
Général Commun**



Alba BERTHELEMY
**Directrice de la citoyenneté
et de la légalité**



Laurent WISLER
**Directeur de la coordination
des politiques publiques et de
l'appui territorial**

Les forces de sécurité intérieure



Colonel Stéphane LOECHLEITER
**Délégué militaire
départemental**



Colonel Mark EVANS
**Commandant du groupement
de gendarmerie départemental**



Commissaire Jonathan REY
**Directeur départemental de
la sécurité publique**



Colonel Yves GAVEL
**Directeur du service départemental
d'incendie et de secours**

